

La crise financière incite les pays d'Europe centrale à adopter l'euro comme garde-fou

Les nouveaux Etats membres sont pressés d'intégrer la zone euro. A Bruxelles, on reste prudent

Par les temps qui courent, l'euro a la cote. Aux plus fragiles des douze pays de l'Union européenne (UE) qui sont hors de la monnaie unique, la crise financière a fait prendre conscience de l'urgence d'intégrer une zone monétaire qui protège de la fluctuation des changes et de la spéculation. C'est le cas de la Hongrie, particulièrement frappée et sauvée de la faillite par le Fonds monétaire international (FMI), l'UE et la Banque mondiale.

Le pays a vécu une attaque des marchés financiers comparable à celle subie au début des années 1990 par le Royaume-

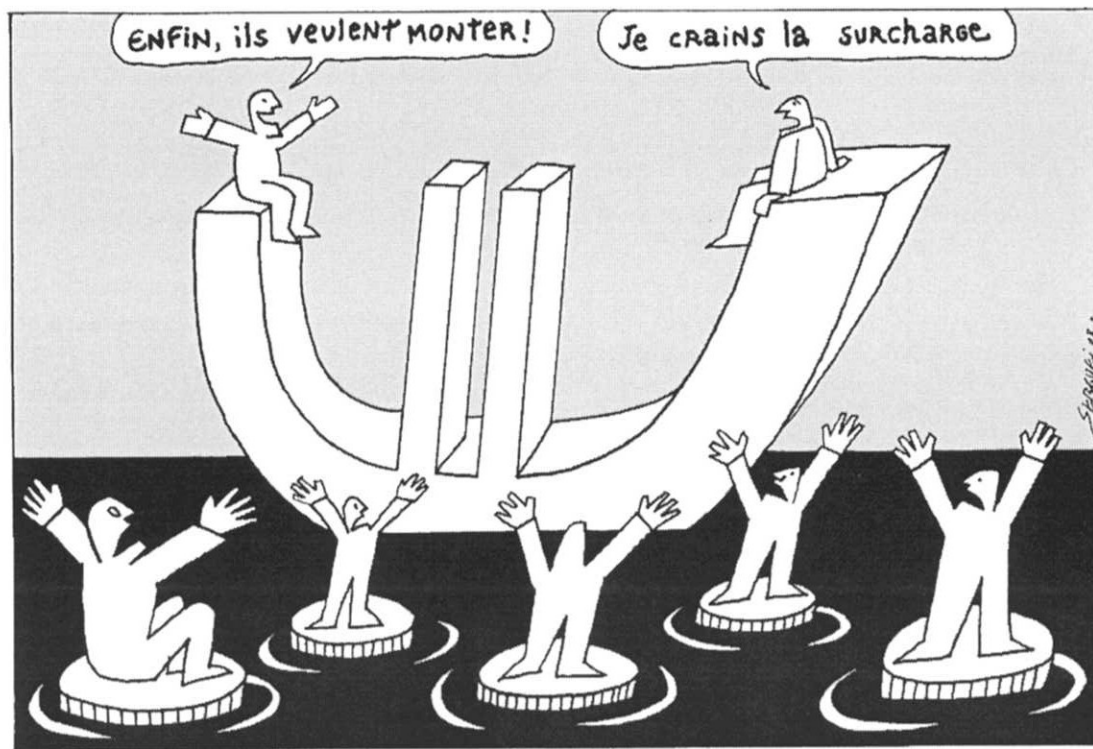
Uni, l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Avant l'aide des institutions internationale, la dépréciation du forint, la monnaie nationale, avait entraîné une fuite massive de capitaux et pénalisé un pays où les banques, les entreprises et de nombreux particuliers ont contracté de lourds emprunts en devises étrangères. La réaction de la Banque centrale hongroise, obligée à relever brutalement son taux directeur, pour limiter les attaques spéculatives, contrôler l'inflation et attirer les capitaux, n'avait pas suffi.

« La Hongrie a plus d'avantages à adopter la monnaie commune qu'à conserver sa monnaie nationale, déclare au Monde le premier ministre, Ferenc Gyurcsany. Ce qui est moins visible en période normale, lorsque les écarts entre les monnaies restent faibles, devient évident aujourd'hui. La crise conforte la nécessité d'entrer rapidement dans la zone euro. »

Havre de stabilité

Le ministre des finances polonais, Jacek Rostowski, fait la même analyse : la crise financière démontre « toute l'importance » d'une adhésion rapide de son pays à la zone euro. Depuis l'accélération de la crise, le zloty est sous pression. Dans la tempête financière, la Bourse de Varsovie a chuté depuis le début de l'année plus fortement que son homologue slovaque, un pays plus modeste mais qui s'apprete à adopter l'euro dès le 1^{er} janvier 2009.

Un peu partout en Europe centrale, les dirigeants tentent de conjurer la crise en accélérant leur marche vers une zone euro considérée comme un havre de stabilité. Encore faut-il pouvoir le faire : en principe, les pays de l'élargissement sont



tendus d'adhérer à l'Union monétaire dès lors qu'ils respectent les critères de qualification. Seuls la Slovaquie, Chypre, Malte et la Slovaquie ont franchi le pas. Les autres candidats, dont la Pologne et la Hongrie, ont évité de préciser leurs intentions, ou ont dû reporter l'échéance.

Face à la crise, la Pologne a décidé d'accélérer ses projets : fin octobre, le gouvernement de Donald Tusk a dit sa volonté d'adopter l'euro en 2012. Et entrepris de convaincre le président de la République, Lech Kaczynski : le soutien du parti Droit et Justice du chef de l'Etat, réputé eurosceptique, est indispensable pour espérer mener à bien la réforme constitutionnelle préalable à l'adoption de la monnaie unique.

Le débat a aussi refait surface en République tchèque : à Prague, le gouvernement reste flou sur le calendrier, tandis que les milieux d'affaires exigent un engage-

ment daté. En Hongrie, aucun calendrier n'est encore fixé. Mais l'idée est consensuelle : le milieu des affaires comme l'ensemble des cinq partis parlementaires hongrois voient dans la monnaie unique un rempart contre la volatilité du forint.

Du côté de la zone euro, on n'est pas si pressé : des pays en plein rattrapage n'ont pas intérêt à accélérer la manœuvre, à la différence d'autres économies plus matures, comme le Danemark et la Suède, où l'idée d'une adhésion à l'euro fait aussi son chemin depuis l'embrassement du système financier. « La crise actuelle démontre que les pays en transition sont loin d'être prêts, souligne un haut responsable. Ce serait une fausse solution pour la Hongrie et les Etats baltes. Cela transformerait une crise passagère en un désajustement permanent de leur économie par rapport aux autres membres de la zone euro. » Une certaine stabilité des changes

est requise pour intégrer la zone euro sans coup férir. L'inflation, le déficit budgétaire et l'endettement doivent être sous contrôle. Or la crise affecte le respect de ces critères.

« Nous devons faire un effort prophétesque envers les pays candidats à l'euro, car il ne s'agit pas de se précipiter », résume un haut responsable monétaire. Pour ce dernier, un arrimage trop précoce à l'euro risque de les priver d'un de leurs principaux outils de pilotage macro-économique : les changes. Il pourrait alimenter l'inflation dans ces économies de rattrapage qui connaissent, avant la crise, une croissance très supérieure à la moyenne européenne. L'adhésion de la Slovaquie, au 1^{er} janvier 2007, s'est accompagnée d'une forte hausse des prix. Des inquiétudes similaires existent pour la Slovaquie. ■

PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES) ET
MARION VAN RENTERGHEM (À BUDAPEST)

CRITÈRES DE CONVERGENCE

Taux d'inflation. Il ne doit pas dépasser de plus de 1,5 % celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats.

Finances publiques. Le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB, et la dette 60 % du PIB.

Taux de change. L'Etat candidat doit avoir participé au mécanisme européen de change pendant les deux années précédant l'adoption de l'euro, sans avoir connu de tensions graves.

Taux d'intérêt à long terme. Ils ne doivent pas excéder de plus de 2 % ceux des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.